

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE
Comité syndical du 17 février 2020

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le
ID : 022-200041648-20200217-2020_01_001-DE

DELIBERATION 2020-I-001

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Date de la convocation : 11 février 2020

Nombre de voix des membres en exercice : 12 voix

L'an deux mille vingt, le dix-sept février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis à l'Hôtel du Département (Saint-Brieuc).

Étaient présents :

Pour le Département des Côtes d'Armor : M. Alain CADEC, M. Gérard BLEGEAN, Mme Nadège LANGLAIS, Mme Monique LE VEE, M. Christian PROVOST.

Pour Saint-Brieuc Armor Agglomération : M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER (arrivé à 14h50)

Pour le Conseil Régional de Bretagne : Mme Sylvie GUIGNARD, Mme Gaëlle NIQUE.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. Alain CADEC.

Absents excusés : M. Ronan KERDRAON, Thierry SIMELIERE (St Brieuc Armor Agglomération), M. Thierry BURLOT, M. Philippe HERCOUET (Conseil régional)

Mme GAUTIER, payeuse départementale, assistait à la séance.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L2312-1 et suivants ;

Vu le rapport n°2020-I-001 présenté par M. Le Président du Syndicat mixte du Grand Légué ;

Sous la Présidence de M. Alain CADEC, Président du Syndicat mixte, le Comité syndical, après en avoir délibéré, décide :

- De prendre acte du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2020 intervenu en séance sur la base du rapport sur les orientations budgétaires, ci annexé.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Le Président du Syndicat mixte

M. Alain CADEC



Envoyé en préfecture le 27/02/2020

Reçu en préfecture le 27/02/2020

Affiché le

ID : 022-200041648-20200217-2020_01_001-DE

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEG
Comité syndical du 17 février 2020

Rapport n° 2020-I-001

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Mesdames, Messieurs,

L'article L3312-1 du Code Général des collectivités récemment modifié par la loi Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que par la loi relative à la Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu enrichir le contenu du rapport d'orientations budgétaires.

Il prévoit en effet que : « Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le Président [...] présente au Conseil [...] un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'État dans le département, d'une publication et d'un débat au conseil [...] dont il est pris acte par une délibération spécifique. »

Je ne puis que vous demander de me donner acte de ce rapport, le débat ne donnant pas lieu à un vote.

Le Président du Syndicat mixte

M. Alain CADEC

Le syndicat mixte du Grand Légué organise cette année, son sixième débat d'orientation budgétaire. Après une année 2018 qui a vu la reprise des études de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du 4^e quai et le recrutement d'une Directrice pour le Syndicat mixte, l'année 2019 a vu la poursuite des études AVP et PRO pour la création du 4ème quai de commerce, l'année 2020 permettra la poursuite de la concertation sur le projet, le dépôt et l'instruction du dossier d'autorisation environnemental en vue d'obtenir une autorisation de réaliser les travaux entre 2021 et 2023.

Je vous propose de vous rappeler les grandes orientations de la poursuite de l'opération du 4ème quai avant d'aborder les perspectives budgétaires qui en découleront.

A – LES ORIENTATIONS : POURSUIVRE LA CONCRÉTISATION DU GRAND LÉGUÉ

I – LES ACTIVITÉS

Les activités portuaires

Le port s'articule autour des trois activités : commerce, plaisance et réparation navale qui sont concédées à la Chambre de commerce et d'industrie des Côtes d'Armor.

DOB 2019 : L'année 2020 verra une modification des délégations de service public.

En effet, la DSP plaisance prévoit une clause de revoyure pour permettre de réajuster les conditions de la délégation en fonction de l'évolution réelle des conditions d'exécution, notamment décalage dans le temps des travaux du 4^e quai et du déplacement de l'activité commerce du Bassin le Gualès de Mezaubran vers l'avant port, libérant des places supplémentaires pour la plaisance.

Compte tenu que les activités de commerce et de réparation navale sont également intégrées dans le contrat d'une grande DSP départementale, une convention de coopération et un avenant n°1 au contrat de DSP ont été signés en 2019 entre le Département des Côtes d'Armor, la Chambre de Commerce et d'industrie, délégataire de la Grande DSP et par le Syndicat mixte et la Région Bretagne en tant qu'autorités portuaires du port du Légué. Par ailleurs, la Région étant autorité délégante pour la partie commerce, et conformément à l'article 6.3 de l'avenant n°1, « tout avenant sera signé par toutes les parties prenantes au contrat » aussi le Syndicat mixte du Grand Légué et la Région Bretagne doivent également signer ces deux avenants.

Un bilan des trois activités sera présenté lors de la séance du vote du Budget primitif 2020.

Les manifestations sur le port

L'année 2019 a permis d'accueillir plusieurs événements sur le port :

Le collectif « Agir pour le climat 22 » a organisé une marche pour le climat le 17 mars 2019.

Le 29 mai 2019, le bateau Cré'Actuel classe 40 a été présenté au Légué, avant son départ pour la course Jacques Vabre.

La Fête maritime les 6 et 7 juillet a accueilli 7.000 visiteurs.

Le Galeon Andalousian, réplique d'un galion espagnol du XVIIème siècle, témoignage du cadre des aventuriers du « Grand siècle » s'est installé au port dans le cadre des animations nautiques du 18 au 23 juillet 2019. 4 800 visiteurs ont assisté à l'évènement.

La Coupe Florio du 6 au 8 septembre a accueilli 67.000 spectateurs sur l'ensemble de la manifestation.

Les autres manifestations, telles que le festival Bulles à croquer, la régates des IUT, les puces nautiques, ont également contribué à l'animation du port.

La Cantine éphémère s'est à nouveau installée sur la rive briochine pendant la saison estivale, offrant une restauration biologique avec une formule simple le midi et le soir et avec des animations le week-end.

II – LA POURSUITE DES ETUDES POUR LA CREATION D'UN 4^E QUAI COMMERCE

Les études en phase AVP et Pro se sont poursuivies sur 2019.

De même la concertation a été menée tout au long de l'année sous forme d'ateliers, de visites sur site et d'échanges avec les différents partenaires:

- Les services du Département, de la Région, de l'Agglomération et du Syndicat mixte
- Les services urbanisme et techniques des Villes de St Briec et Plérin, de Saint Briec Armor Agglomération,
- La DDTM,
- Ifremer
- La Réserve naturelle de la Baie de Saint Briec,
- L'Agence Régionale de Santé
- L'Architecte des Bâtiments de France
- Le Conservatoire du Littoral
- Les acteurs portuaires : la capitainerie, les pilotes, la CCI, les opérateurs portuaires
- le comité départemental des pêches
- les associations telles que le CRAC de Cesson, l'association de la plage du Valais, l'association de conchyliculture, Agir pour le Climat...

De même une exposition s'est tenue au Carré Rosengart du 24 septembre au 7 octobre 2019.

- Site internet : www.grandlegue-stbriec.org

Calendrier prévisionnel :

- 2020 : Adoption de la phase Projet, suite de la concertation, dépôt et instruction du dossier d'autorisation environnemental relatif au 4ème quai, enquête publique.

- 2021/2023 : travaux du 4ème quai

B – LES PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES

I - Les principes budgétaires du Syndicat mixte

Le Syndicat mixte du Grand Légué a adopté les règles de répartition budgétaire suivantes :

- Pour la section de fonctionnement, le syndicat mixte s'appuie principalement sur les participations du Département à hauteur de 40%, de la Région à hauteur de 35 % et de Saint-Briec Agglomération à hauteur de 25 %

- Pour la section d'investissement, les statuts prévoient que le s les seuls projets qualifiés de transversaux. Les statuts retienn quai selon une clef de financement identique à celle de la section de fonctionnement.
- Pour le reste, il revient à notre comité syndical, si nécessaire, de définir les opérations qui auront la qualité d'opérations transversales en conformité avec la définition qui en est donnée dans l'article 11.2 des statuts : « un investissement est considéré comme transversal si l'opération concourt de manière manifeste et nécessaire à l'atteinte des objectifs initiaux poursuivis par le syndicat au titre du plan de référence. » Pour chaque opération ainsi qualifiée, le comité syndical décide librement d'une clef de répartition financière, projet par projet.

II - La section de fonctionnement

En 2019, en termes de fonctionnement, les dépenses ont été moins importantes que prévues notamment en raison du report de la réunion concertation publique et des frais de communication liés. Par ailleurs, les dépenses liées à l'assurance qui couvre les travaux n'ont au final pas été engagées. La cotisation à la caisse de retraite à été plus faible que prévue.

Les recettes sont conformes aux prévisions.

Pour 2020, les contributions des membres se feront sur la base des répartitions prévues aux statuts.

De nouvelles dépenses/recettes de fonctionnement devront être inscrites compte tenu des évolutions statutaires :

a) Dépenses

Dans le cadre du transfert de compétence de la réparation navale, des subventions de fonctionnement pour l'équilibre de la réparation navale seront à nouveau inscrites.

Pour rappel, le contrat de délégation de service public attribuée à la CCI par le Département en 2014 prévoit contractuellement une subvention annuelle moyenne de 166 k€ (166 480€ pour 2020) est versée en section de fonctionnement. Initialement portée par le Département, cette dépense incombe à présent au Syndicat mixte. Toutefois, la Région ayant bénéficié, lors du transfert initial de la part du Département d'une compensation pour la réparation navale, la somme de 102 260€ sera aussi inscrite en recettes. Il reste en effet à la charge du SM environ 60 000€ à destination de la réparation navale.

Les dépenses de personnel représentent un agent à temps partiel (une directrice) et un agent à temps plein (cadre B) et la compensation financière versée pour les agents mis à disposition du Syndicat Mixte par le département dans le cadre de la conduite d'opération du 4ème quai. Ces dépenses sont inscrites au chapitre des charges à caractère général. Elles ont été réévaluées compte tenu de la modification du temps de travail à mi-temps du poste de responsable administratif à temps plein.

b) Recettes

En termes de recettes, la section de fonctionnement est composée du reste à réaliser de l'exercice précédent (excédent de fonctionnement reporté), soit environ 24 000€.

A cela s'ajoute la redevance versée par le délégataire à hauteur de 1000€ environ.

Le reversement de la Région pour la subvention d'équilibre à la réparation navale sera également inscrite en section de fonctionnement à hauteur de 102 260€.

La section de fonctionnement s'équilibre, déduction faite de ces recettes, des contributions des membres selon la répartition statutaire.

Il est donc proposé de solliciter le Département à hauteur de 78 000€ et Saint-Brieuc Armor Agglomération à hauteur de 22 000€. Les dépenses seront ajustés lors du vote du BP.

III - La section d'investissement

a) Dépenses

Les principales dépenses d'investissement concernent cette année les études préalables à la construction du 4ème quai commerce dans l'avant port.

Une autorisation de programme a été votée dans le cadre des études liées au 4° quai pour un montant de 1 200 000€. Le phasage des crédits de paiement doivent être réajustés en fonction de l'avancement réel des études et du surcoût entraîné par un besoin en études complémentaires.

Pour rappel, l'Autorisation de programme telle que votée en 2019 et le nouveau phasage proposé :

Opération	Autorisation De programme
Études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'avant-port de Saint-Brieuc / Le Légué (4ème quai et terre-plein)	1 200 000 €

crédits de paiement (vote BP 2018)							
2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
164 976 €	125 207 €	110 593 €	36 111 €	300 000 €	250 000 €	200 000 €	13 113 €

crédits de paiement (proposition de vote au BP 2019)									
2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
164 976 €	125 207 €	110 593 €	36 111 €	104 000 €	370 000 €	70 000 €	110 000 €	90 000 €	19 113 €

Envoyé en préfecture le 27/02/2020

Reçu en préfecture le 27/02/2020

Affiché le

ID : 022-200041648-20200217-2020_01_001-DE